clair de rédacteur de l'Echo du Nord. Nous avons étudié cette question sous toutes ses faces, et nous nous proposons de la suivre encore en vue des nouvelles voies qui nous sont promises dans la région pour le développement de la richesse...

ADOLPHE TERWAGNE.

ROUBAIX-TOURCOING et le Nord de la France

Voici les affaires par contumax jugées dans la session des assises :
1° Cousin, François Théodule, 34 ans, en dernier lieu concubine à Watrelon, en fuite, abus de confiance, 3 ans de réclusion, 5 ans de surveillance.
2° Gillet, Alphonse, caissier à Lille, abus de confiance. — 5 ans de réclusion, 5 ans de surveillance.
3° Méral, Arthur, né à Tourcoing, demeurant à Roubaix, 28 ans, vois qualifiées. — 7 ans de travaux forcés, 5 ans de surveillance.

M. le préfet du Nord vient de prendre un arrêté portant que les barrières de dégel seront ouvertes le 14 février 1881, à six heures du matin, sur les chemins vicinaux d'intérêt commun de l'arrondissement de Lille, et que la circulation sera rendue libre sur ces chemins, comme en temps ordinaire.

Vendredi à midi, devant le Tribunal civil, toutes chambres réunies, le Tribunal de commerce de Lille, a prêté serment et a été déclaré constitué.

M. le préfet du Nord vient d'adresser une lettre à M. Henri Lepoutre, de Roubaix, pour féliciter ce citoyen du courage dont il a fait preuve dans plusieurs incendies.

L'enterrement de la malheureuse femme broyée dans la chute de l'échafaudage de l'hôtel-de-Ville a eu lieu, vendredi matin. Une foule considérable parmi laquelle se trouvait presque en entier le Conseil Municipal formait le convoi.

TENTATIVE D'ASSASSINAT SUIVIE DE SUICIDE.
Le quartier populaire de la rue Notre-Dame, à Lille, a été mis en émoi, hier soir, par un drame terrifiant.

Voici dans quelles circonstances il s'est accompli :
Depuis quelque temps, le nommé François Robin, âgé de 63 ans, épicière rue Notre-Dame 140, avait fait la connaissance de la fille Hortense Quatrecoeur, âgée de 21 ans. Cette fille demeurait chez lui en qualité de servante. Ces jours derniers, à la suite d'une querelle, elle alla se loger dans une chambre des environs. Néanmoins, sur ses instances, elle consentit à venir faire son ménage comme par le passé.

Cette demi-rupture avait vivement affligé Robin.

Hier soir, il l'invita à venir prendre du café dans l'estaminet Pecqueur, situé en face de chez lui, rue Notre-Dame, 153. Ils furent servis dans l'estaminet, Robin, qui paraissait vivement excité, renouvela sa demande à la fille Quatrecoeur. Sur le nouveau refus de celle-ci, Robin tira soudain un rasoir de sa poche et la saisit par la nuque et la frappa au cou puis, croyant sans doute l'avoir atteint mortellement, il se coupa la gorge.

Le malheureux, dont les blessures étaient affreuses, fut transporté à l'hôpital. L'état de Robin est désespéré. Il est probable qu'il ne passera pas la nuit. Le coup porté à la fille Quatrecoeur n'a causé qu'une blessure insignifiante.

Robin, veuf depuis longtemps, est père de deux enfants qui habitent Roubaix.

Pendant toute la soirée, de nombreux groupes de curieux n'ont cessé de sionner devant le théâtre du drame.

M. Duponchella, licencié ès-sciences, est chargé des cours d'histoire naturelle au lycée de Lille.

L'Echo a reçu une note officielle confirmant les renseignements que nous avons publiés avant-hier, sur la venue régulière à Lille, de M. Foncin, recteur de l'Académie de Douai.

M. le recteur recevra le mardi, après midi, les personnes qui auraient à le voir.

Dans son audience du jeudi 10 février 1881, le tribunal de simple police de Tourcoing, a prononcé les condamnations suivantes, 146 francs d'amendes et un jour de prison :

- Jet de boules de neige 2
- Port de pain à domicile sans poids et balance 2
- Vente de charbons sans poids et bascule 2
- Embaras de la voie publique et défaut d'éclairage 2
- Abandon de voiture sur la voie publique 2
- Défaut d'éclairage 2
- Infraction à la Police des cabarets 6
- Mauvais traitements envers un cheval domestique 4
- Tapage nocturne 1
- Tapage injurieux 1
- Violences légères 6

CONSEIL MUNICIPAL DE TOURCOING

PREMIERE SESSION ORDINAIRE

Séance du mardi 8 février 1881.

M. D. Debuchy, premier adjoint faisant fonctions de maire, Président ; M. Delahaye, Secrétaire de la session.

MM. Van de Brouckere ; A. Destombes ; Montagne, empêchés ; Dégans, indisposé ; Decottignies, absent.

Nota. — C'est par suite d'une erreur que M. Pierre Destombes a été indiqué comme absent, le 1^{er} février dernier ; il assistait à la séance.

Le Conseil municipal : Procède au renouvellement des commissions spéciales.

Donne acte à l'administration de sa communication relative au refus par le gouvernement d'autoriser la ville à établir des magasins généraux et relatives à l'examen de la suite de cette affaire à la commission spéciale ;

Vote un crédit supplémentaire aux chapitres additionnels de 1880.

Vote un crédit pour frais divers relatifs à la fabrication supplémentaire du gaz en 1880.

Procède en vertu de l'article 4 de la loi du 5 août 1879, à la nomination de délégués de l'assemblée communale dans le sein des hospices et du bureau de bienfaisance ; — à l'unanimité, sont mainte-

nus dans leurs fonctions, savoir : Administration des hospices, MM. Delepoulle, Herbaut-Sion ; administration du bureau de bienfaisance, MM. Lorthois-Desplanques et Jombart-Cospain ;

Renvoie à l'examen de la commission des finances les demandes en non valeurs de l'exercice de 1880, formées par le receveur municipal ;

Renvoie à l'examen de la commission des finances une demande d'indemnité pour un accident de voiture survenu aux abords d'une bascule publique ;

Renvoie à l'examen de la commission de la voirie une demande d'indemnité en réparation de dommages causés par le débordement d'un aqueduc ;

Ajourné l'homologation des plans d'alignements de la nouvelle agglomération jusqu'à la terminaison complète du travail ;

Institue un emploi de surveillant aux Halles Centrales et inscrit au budget supplémentaire de 1881 le traitement de ce nouvel agent ;

Renvoie à l'examen de la commission des finances une demande de prorogation de son contrat, formée par le facteur du marché à la criée ;

Renvoi à la commission administrative du gaz l'examen d'une demande des anciens opposants à l'établissement du gaz municipal ;

Admet en non valeur la recette portée aux budgets des années 1879 et 1880 pour la location d'une partie des anciens fossés du Bailly.

Renvoie à l'examen de la commission de la voirie la délibération du conseil municipal de Caen sollicitant appui à sa demande d'une loi pour convertir en taxe l'obligation du balayage des voies publiques imposées aux habitants par les règlements de police ;

Homologue le devis de travaux à exécuter sur les chemins vicinaux des Orions, des Carliers et du Fresnoy, par suite de la mission par le conseil général du Nord d'une nouvelle partie de ces chemins dans le réseau subventionné.

Renvoie à la commission d'agriculture les chemins vicinaux. L'examen des contingents à demander aux communes limitrophes pour la reconstruction du ponceau de la Marlière ;

Vote un crédit pour l'établissement d'un dépôt de pompes à incendie à la Croix Rouge ;

Renvoie à la commission de l'instruction publique ;

L'étude à faire de l'application du décret du 4 janvier 1881 sur la classification en trois ordres des professeurs des collèges communaux ;

Renvoie à la même commission l'examen de demandes d'exemption de la rétribution collégiale ;

Renvoie à la Commission spéciale l'examen à faire d'une nouvelle organisation du service des médecins vérificateurs des décès, etc. ;

Renvoie à la Commission des tramways diverses propositions pour l'établissement de kiosques d'attente des cars des tramways ;

Renvoie aux Commissions réunies des tramways et de la voirie la proposition de l'Administration relative à l'utilisation des terrains communaux à gauche de la rue des Halles ;

Sur la proposition de l'Administration et de la Commission des travaux autorise sur la place des Halles l'établissement de colonnes lumineuses devant servir d'urinoirs et dépôt d'outils du service de la voirie (modèle des grands boulevards de Paris) ;

Donne acte à l'Administration de sa communication relative à l'ajournement d'une proposition de la Commission de la voirie pour l'établissement d'une borne postale offerte par un particulier ;

Après avoir entendu les rapports de la Commission des travaux (M. Devémy rapporteur) ;

1° Vote plusieurs crédits pour effectuer divers menus travaux à l'intérieur des Halles ;

Et ne trouvant pas satisfaisants les plans et projets d'un kiosque-bureau de la grande bascule des Halles, renvoie cette question à la Commission des travaux pour une nouvelle étude avec le concours de l'architecte de la ville.

Sur la proposition de la Commission des finances. (M. J. Delepoulle, rapporteur.)

1° Donne accueil aux offres les plus avantageuses pour la location d'une propriété communale ;

2° Révisé les abonnements pour le déchargement des charbons sur la voie publique.

3° Révisé les abonnements pour le déchargement des charbons sur la voie publique.

JUSTICE ADMINISTRATIVE

CONSEIL DE PREFECTURE DU NORD

Audience du 11 février.

(SUITE)

MARCO-EN-BARCEUL

Déposition de M. Paul Ducrocq
M. Paul Ducrocq a été élargi après avoir agi comme on l'a insinué au jour de la séance. Il n'a rien manipulé, rien gratifié sur les bulletins.

Les scrutateurs et les témoins ne sont pas d'accord sur les chiffres de dépouillement. Le président est obligé à tout instant de faire taire des gens trop pressés, qui veulent parler tous à la fois.

On appelle M. Léon Ducrocq qui se trouve dans l'auditoire. Est-ce lui qui a fait une erreur de bulletins sur un paquet de 490, ou bien est-ce son frère. Grave question qui menace de ne pouvoir être tranchée ce soir.

Enfin, M. Paul Ducrocq fait, devant les députés, à l'instigation de M. Léon Ducrocq, un rapport sur le conseil, la répétition de la scène que ses adversaires lui reprochent d'avoir jouée lors du dépouillement. Cette démonstration paraît intéresser vivement le conseil.

Me Barbe se déclare peiné de voir cette lutte entre frères. Il fait une sorte d'historique de la situation. Puis vient un éloge hyperbolique des républicains de Marco-en-Barceul, puis une longue injonction au protestataire. L'honorable maire reçoit aussi en passant quelques éloges de l'avocat. Celui-ci conclut en demandant l'annulation de l'élection.

Me Vanlaer ne veut pas suivre son collègue si loin dans l'histoire ancienne. Il se bornera à prendre les chiffres fournis par le dépouillement.

On a trouvé dix bulletins en trop dans l'urne ; en accusant ? Vos amis, dit l'avocat, ont toujours occupé le bureau sans le quitter un seul moment. Comment ! ces scrutateurs si clairvoyants mettaient dix jours entiers à s'apercevoir d'irrégularités qu'ils n'ont pas vues le jour même où ils signaient le procès-verbal ?

encore au moins 25 affaires de protestations électorales.

Audience du 12 février.
Président : M. Arnauld de Franouf.
Assesseurs : M. Joppé, M. Delaporte.
Commissaire du gouvernement : M. Bouffet.

L'audience est ouverte à 1 h. 25. Il y a 16 affaires nouvelles, au commencement de la séance. M. le Président donne lecture des arrêts sur les causes suivantes qui ont été mises en délibéré :

BREILLIES. — Elections validées : celle du sieur Biervaque est seule annulée. SecLIX. — Elections confirmées. BLÉCOURT. — Validées. MILLONFOSSE. — Validées. LOUVROIL. — Les élections sont annulées.

DIMCHAUX. — (2^{ème} affaire) élections validées pour MM. Constant Carroye, Couvreur et Maximilien Planard.

APPELS NOUVELLES
M. Amand Bury, secrétaire-greffier du conseil appelle les affaires dont voici la liste : Gravelines, Hautcourt (2 affaires) Petite Synthe, Bantouzele, Trélon, Prouvy, Marpent, Malincourt, Lederzele, Roubaix, Louvil, Hainin, Mazinghen, Fontaines-au-Pire et Reumont.

PREVIL. — M. Lequenne est élu. Son beau-frère qui a eu moins de voix que lui, est invalidé.

LOUVIL. — Rapporteur M. Joppé. La protestation dit que le vote a été refusé à un électeur et qu'ensuite des voix ont été attribuées à faux, sous prétexte d'erreurs de nom (Monsieur Louis, Monsieur Jean-François). M. Philippe soutient la protestation.

M. le commissaire du gouvernement conclut à la validation de M. Jean-Montois et de M. Pierre Olivier. — En délibéré.

FONTAINE-AU-PIRE. — On a omis de proclamer le 12^{ème} et dernier conseiller élu, M. Hubert Lenotte. — Rapporteur M. Delaporte. M. Théry fait remarquer que M. Hubert Lenotte, quoique non proclamé, a été installé officiellement.

La protestation parle aussi de l'empêchement de M. Théry, par suite de la mort du gendre étant mort sans enfants. L'affinité existe-elle encore. Affaire mise en délibéré.

Mazinghen. — En délibéré. Gravelines. — Opérations électorales validées.

Hautcourt. — Rapporteur M. Delaporte. Protestation tardive pour le 1^{er} tour. — Rejet. Pour le 2^{ème} tour, en délibéré.

BANTOUZELE. — M. Delmotte est validé ; l'élection de M. Chopin est invalidée.

TRÉLON. — M. Motte-Denou est validé. — Elections validées. MARPENT. — id. id. MALINCOURT. — Deux beaux frères, M. Lenoir-Lévaux est déclaré élu, parce qu'il en a plus de voix.

LEDERZELE. — Deux beaux-frères, M. Monstrelot n'est pas élu ; M. Devynck l'est.

VIESLY. — M. Delsart-Delemar est élu. HALLUIN. — Les protestataires, les sieurs Woult et consors, prétendent que des bulletins ont été distribués par les sœurs aux vieillards de l'hospice ; ils reprochent à M. l'abbé Roussel, curé d'Halluin, d'avoir dit dans un sermon à ses paroissiens qu'il fallait, surtout le jour des élections, ne pas s'enlever et voter suivant leur conscience, de plus le commissaire de police, M. Combe, a ordonné le dépôt des affiches bulletins, etc. qu'il en a relaté la distribution et.

M. de Franouf rapporte cette affaire avec une grande lucidité et une impartialité parfaite.

M. de Franouf plaide pour les protestataires. D'après lui, les sœurs de l'hospice, le curé de la paroisse, les cléricaux ont fait tout le mal dans cette élection. Le budget de la République et le respect que doivent avoir les électeurs, ont été méprisés. Ils ont formé le fond de l'entrée en matière de l'orateur.

Le curé a dit à ses paroissiens : « Votez suivant votre conscience. » On sait ce que cela veut dire pour les protestataires. D'après lui, les sœurs de l'hospice, le curé de la paroisse, les cléricaux ont fait tout le mal dans cette élection. Le budget de la République et le respect que doivent avoir les électeurs, ont été méprisés. Ils ont formé le fond de l'entrée en matière de l'orateur.

L'attaque ensuite le commissaire de police d'Halluin qui n'est, dit-il, républicain que devant ses chefs. En venant au parquet, exposer la situation et savoir ce qu'il avait à faire avec les affiches et leur distribution, M. le commissaire de police a dit, à un substitut, qu'il s'agissait de la liste conservatrice. Il a fait en cela une mauvaise action et cependant aujourd'hui, il n'y a plus dans les parquets de ces hommes qui croyaient ne pas être obligés de servir la République qui leur paraît leurs adversaires. L'avocat conclut à l'invalidation des élections.

Incident.
M. le Président fait remarquer que les paroles violentes qu'on vient d'entendre contre la magistrature d'un autre temps ne peuvent aucunement atteindre l'honorable M. Boyer-Chamard qui va prendre la parole dans cette affaire.

M. le Président regrette ces violences de langage.

M. Boyer-Chamard. — Je vous remercie, Monsieur le Président ; il faut des choses plus sérieuses pour que je m'en émeuve. Un autre devoir m'appelle en ce moment. J'ai à venger M. le maire d'Halluin, l'honorable et respecté M. Lemaître-Bonduel, des injures bien autrement graves que l'on a déversées contre lui. Je ne serai démenti par personne, en disant que s'il est aimé et honoré, c'est à sa bienfaisance, c'est à ses qualités personnelles qu'il le doit. Et maintenant, vous qui, de l'autre côté de la barre, avez cru me haïr en m'appelant cléricale, et, par là, vous avez voulu dire : religieux ; Eh bien ! je m'honore de l'épithète, car je suis religieux et le serai toujours. Quoique élève dans l'Université, moi ; quoique n'ayant pas succédé comme vous le fait d'une institution cléricale, je suis religieux et je m'en fais honneur ; je me fais honneur aussi de n'être pas de ceux-là qui changent avec le succès. Et quant à la République, je la sers à coup sûr mieux que vous ; mon langage, du moins, ne porte personne à la haine.

Qu'y a-t-il dans votre discours ? des mots de haine indécente, pour ces sœurs dévouées qui se font les servantes du pauvre et dont le coillon, avec vous osé dire, dans votre langue, mène les vieillards confiés à leurs soins à l'assaut de la République.

Et maintenant, s'il faut parler de moi, je ne vous donne pas le droit, je ne donne le droit à personne d'insulter mes ac et comme magistrat. Ma vie a été publique et j'en revendique ici toute la responsabilité devant l'histoire.

M. le Président intervient de nouveau et prie M. Boyer-Chamard de revenir à l'intéressant sujet de l'élection d'Halluin.

Fin de l'incident.
M. Boyer-Chamard. Je vous remercie encore, M. le Président, et je m'adresse à vous. Il n'y a pas de doute pour moi que si les élections avaient lieu aujourd'hui à Halluin, après les violences de langage qu'on

vient d'entendre le triomphe de la liste modérée ne soit encore plus éclatant.

Dans l'hospice, que vous-je ? La sœur infirmière, qui a été insultée tout à l'heure, laisse cependant, d'après vous-même, colporter dans l'établissement qu'elle dirige, et par un de ses pensionnaires, la liste de nos adversaires. Elle a plus certains bulletins pour des vieillards à demi-infirmes qui le lui demandent. Quel crime abominable !

Des vieillards lui font une question sur le vote. « Faites ce que votre conscience vous dira, » leur répond-elle.

Ah ! quand nous parlons de conscience, nous savons bien que vos défiances s'éveillent ! vous n'aimez pas ce mot-là ! L'avocat lit alors quelques passages très calmes, très sages du sermon attaqué par la protestation. Il n'y a là que des mots de modération et de rappel au calme, à la sobriété, plus nécessaire ce jour-là que pendant tout autre. En quoi cela est-il déplacé ?

Parlons maintenant du commissaire de police d'Halluin.

Ce magistrat avait demandé à M. le maire son récépissé du dépôt de sa liste, et le maire le lui avait exhibé. Le commissaire en fait de même pour la liste contraire. Où est le crime.

Et avez-vous remarqué, messieurs ce mot facile relevé par l'attaque : liste conservatrice. Il n'en faudrait pas davantage pour briser la carrière d'un honnête serviteur de l'Etat. C'est, dites-vous, toute une révélation. Et vous, aussitôt vous en faites une dénonciation contre un homme qui cherche à faire son devoir !

M. Boyer-Chamard termine ces reproches à ses adversaires d'avoir inscrit sur leur liste plus d'un nom de candidat sans avoir consulté celui-ci. Voilà peut-être qui explique pourquoi vous n'avez pas fait le dépôt de cette liste conformément à la loi.

Par tous ses motifs, l'avocat demande le rejet de la protestation contre les élections d'Halluin.

M. Bouffet, commissaire du Gouvernement, fait avant tout un magnifique éloge de M. Combe, le commissaire si attaqué par M. Barbe.

Le représentant du Gouvernement est heureux d'avoir cette occasion de rendre justice à un bon et loyal serviteur et de le venger des accusations portées contre lui.

Le grief relatif à la pression des sœurs pour leurs pensionnaires a perdu toute gravité pour M. le commissaire du Gouvernement.

Quant à M. le curé d'Halluin, s'il est déplorable de voir quelquefois des prêtres mêler la religion à la politique, c'est un reproche que nous ne faisons pas à M. Roussel. Son sermon est essentiellement modéré et M. Bouffet le reconnaît avec satisfaction. Il ne reste donc rien de ces griefs plus bruyants que solides et le représentant de l'autorité centrale conclut au rejet de la protestation. — L'affaire est mise en délibéré.

Reumont. — Deux élus sont mariés aux deux sexes. — M. de Franouf, M. Joppé, il n'y a là ni alliance légale, ni empêchement électoral. La protestation est donc rejetée.

La séance est suspendue. Elle sera reprise, à 8 h. 1/2, pour le prononcé des arrêts sur les affaires mises en délibéré.

Reprise de l'audience
L'audience n'est reprise qu'à sept heures.

MM. les conseillers ont passé tout ce temps à délibérer sur les affaires pendantes.

ARRÊTÉS
Halluin. — Les élections sont validées. La Madeleine-les-Lilles. — 1^{er} tour. Les élections sont déclarées régulières. Mais le sieur Poulet est invalidé pour annulation.

2^e tour. — L'opération électorale du 16 janvier est validée et la protestation rejetée. M. le Préfet devra y pourvoir.

Fontaine-au-Pire. — Les 11 premières élections sont maintenues. La protestation est rejetée.

Louvil. — Montois (Jean-François), le Tonnellier ou « l'ancien tonnellier », le protestation de François Debuchy est rejetée. Montois (Jean) est validé.

Mazinghen. — Elections validées. Lundi, à 2 heures, arrêtés sur les élections de Marco-en-Barceul. La séance est levée à sept heures.

ÉPHÉMÉRIDES

DIMANCHE 13 FÉVRIER. — Septuagésime. — 1396. — CHARLES VI ABOLIT LA COUÛTE DE REPRISER DES COMPRESSÉS AUX CRIMINELS CONDAMNÉS À MORT.

Cette ordonnance fut strictement exécutée dans toute la France. A Paris la mission d'assister les condamnés fut confiée successivement aux Cordeliers et aux docteurs de la maison de Sorbonne.

1313. — FONDATION DU COLLÈGE DE LAON. Ce collège a été fondé par Guy de Laon chanoine de l'église de Laon et Raoul de Fresle, secrétaire de Philippe le Bel, pour des diocèses de Laon et de Soissons.

— ARMENTIÈRES. — Le jury chargé des appropriations du chemin de fer de Lens à Armentières, sur le territoire du département du Nord, se réunira le 21.

Les opérations porteront sur les communes de Beuvrin, Provil, Annoillin, Sainghin, Wavrin, Saules, Allennes-les-Haubourdin, Beaucamps, Erquinghem-lez-Sec, Escobecques, Eaucamps, La Chapelle, et Fourmies.

Beaucoup de propriétaires ayant déjà traité à l'amiable avec la Compagnie, il ne restera à régler que quarante à cinquante affaires. Le magistrat-directeur du jury est M. Bablot.

Le jury se compose de MM. Darras, de Capelle, de La Grange, de Bourghelles, H. Deprez, de Wervicq-Sud, Hazebrouck, de Comines, Ch. Cavalier, de Quenou-sur-Dessus, L. Deprez, de Péronchies, G. Desrousseaux, Louis Warin, N. Danset, de Lille.

— DOUAI. — Hier matin, le tonner de M. Vaast, remorqué plusieurs bateaux chargés, lorsqu'il arrivait à la hauteur de l'Esplanade, la chaîne du remorqueur fit remonter la fleur d'eau un cadavre qui ne surna que quelques secondes.

Un des marins essaya mais en vain, d'atteindre le cadavre qui ne reparut plus à la surface, les recherches les plus minutieuses restèrent sans résultat.

— FOURMIES. — L'Administration supérieure est saisie en ce moment d'une demande en concession d'une ligne de chemin de fer sur route à voie étroite de La Capelle à la limite du département du Nord, vers Fourmies par Wignehies ; cette demande est présentée par M. Tissot, entrepreneur du roulage à Fourmies, et M. Follain, demeurant à Bruxelles.

La ligne en projet aura pour objet de réunir les deux stations de la Capelle et Fourmies, sur deux chemins de fer différents, venant l'un et l'autre aboutir à Hirson. Elle formera ainsi le côté d'un triangle dont le sommet opposé sera la station d'Hirson.

Elle aura, par suite, l'avantage d'une diminution notable dans la longueur du parcours par voie ferrée entre la Capelle et Fourmies et ce point de vue suffit pour lui donner un caractère d'intérêt local très-marqué.

Dans sa session d'août dernier, le conseil général du Nord a pris cette demande en considération et a décidé qu'il y avait lieu de faire procéder immédiatement à l'enquête d'utilité publique.

De son côté, le service du génie militaire a donné son adhésion à l'établissement de ce chemin de fer se terminant comme tête de ligne à Wignehies.

Tout fait fond espérer que les intérêts commerciaux et industriels de cette région recevront satisfaction et seront bientôt desservis par cette nouvelle ligne.

État-Civil de Roubaix.

DECLARATIONS DE MARIAGES du 11 février. — Jeanne Clément, aux 3 Ponts, maïene Gérard, 66. — Adolphe Van de Brouckere, rue de Tourcoing, 55. — Marie Debuchy, rue Bayard, 1, maison Delostrate. — Christiane Vandorpe, rue de Lannoy, 35. — Jules Houat, rue de Lannoy, 35. — Jeanne Ingels, rue de Lannoy, 47. — Léon Farrague, rue de Lannoy, fort Desprez.

DECLARATIONS DE DÉCÈS du 11 février. — François Fremaux, 74 ans, 11 mois, contre-maître, rue Yancoenen, 9. — Edmond Lamme, 1 an, rue d'États, maison Debouvier. — Philéas Debryse, 6 mois, rue de Lannoy, 47. — Pauline Vercurryse, 60 ans, ménagère, rue de